

Brochure n° 3225

**Convention collective nationale**

IDCC : 1266. – **PERSONNEL DES ENTREPRISES DE RESTAURATION  
DE COLLECTIVITÉS**

**(12<sup>e</sup> édition. – Août 2004)**

---

**AVENANT N° 37 DU 30 JUIN 2005**  
**RELATIF AUX MINIMA CONVENTIONNELS**

NOR : *ASET0550979M*

IDCC : 1266

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent avenant s'applique à l'ensemble des employeurs et des salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale pour le personnel des entreprises de restauration de collectivités du 20 juin 1983, étendue le 2 février 1984 (*JO* du 17 février 1984), tel que modifié par l'avenant n° 16 du 7 février 1996 étendu le 25 juin 1997 (*JO* du 5 juillet 1997).

**Article 2**

*Salaires de base mensuels*

Les salaires de base mensuels (pour une durée de travail de 151,67 heures) tels que définis à l'article 16 *bis*, paragraphe B, de la convention collective nationale, modifié par l'accord-cadre relatif à la mise en place de la réduction du temps de travail dans la branche de la restauration collective, sont modifiés comme suit, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005 et du 1<sup>er</sup> octobre 2005.

(En euros.)

NIVEAU	SBM AU 1 <sup>er</sup> JUILLET 2005	SBM AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 2005
I A	1 185,26	1 185,26
I B	1 187,29	1 193,66
II A	1 190,29	1 208,08
II B	1 203,24	1 223,53
III A	1 243,24	1 264,73
III B	1 293,24	1 316,23
IV A	1 373,24	1 398,63
IV B	1 462,92	1 491,00
V A	1 588,02	1 635,58
V B	2 265,72	2 344,21

### Article 3

#### *Revenus minima mensuels*

Les revenus minima mensuels (pour une durée de travail de 151,67 heures) tels que définis à l'article 16 *bis*, paragraphe C, de la convention collective nationale, modifié par l'accord-cadre relatif à la mise en place de la réduction du temps de travail dans la branche de la restauration collective, sont modifiés comme suit, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005 et du 1<sup>er</sup> octobre 2005.

(En euros.)

NIVEAU	RMM AU 1 <sup>er</sup> JUILLET 2005	RMM AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 2005
I A	1 250,57	1 250,57
I B	1 316,91	1 323,62
II A	1 344,87	1 363,99
II B	1 358,79	1 390,80
III A	1 412,15	1 435,43
III B	1 466,31	1 491,23

NIVEAU	RMM AU 1 <sup>er</sup> JUILLET 2005	RMM AU 1 <sup>er</sup> OCTOBRE 2005
IV A	1 552,98	1 580,49
IV B	1 650,13	1 680,56
V A	1 785,66	1 837,19
V B	2 519,83	2 604,87

La fraction mensuelle des primes annuelles est portée, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2005 :

- pour le niveau II B à 1/12 du SBM.

A compter du 1<sup>er</sup> octobre 2005, la fraction mensuelle des primes annuelles sera donc de :

- pour le niveau I B à  $\frac{\text{SBM} \times 65 \%}{12}$  ;
- pour les niveaux II A et II B à  $\frac{\text{SBM} \times 90 \%}{12}$  ;
- pour le niveau II B à V B à 1/12 du SBM.

## Article 4

### *Revalorisation des primes*

Le montant brut de la prime d'activité continue, prévue à l'article 36-1 de la convention collective nationale, est porté, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2005, à 40,90 € pour l'horaire mensuel en vigueur et applicable dans l'entreprise.

La prime sera versée *pro rata temporis* du temps de travail effectif sans pouvoir être inférieure à 50 % pour les salariés à temps partiel, pour un mois complet de travail.

Le montant brut de la prime de service minimum, prévue à l'article 36-2 de la convention collective nationale, est porté, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2005, à 20,40 € pour l'horaire mensuel en vigueur et applicable dans l'entreprise.

La prime sera versée au prorata du temps de travail effectif sans pouvoir être inférieure à 50 % pour les salariés à temps partiel, pour un mois complet de travail.

Le montant minimal de la prime journalière exceptionnelle de détachement temporaire prévue à l'article 8 de la convention collective nationale est porté, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2005, à 1,68 €.

## **Article 5**

### *Prime d'intermittence*

Il est inséré dans l'article 7, point 5, de l'accord pour le personnel des entreprises de restauration de collectivités sur le travail intermittent dans le secteur scolaire du 14 juin 1993 (étendu par arrêté du 25 novembre 1993, *JO* du 7 décembre 1993), modifié par l'avenant n° 1 du 21 juin 1994 (étendu par arrêté du 4 octobre 1994, *JO* du 15 octobre 1994) et l'avenant n° 2 du 11 juillet 1996 (étendu par arrêté du 16 décembre 1996, *JO* du 27 décembre 1996), après le 2<sup>e</sup> alinéa, les dispositions suivantes :

« Le montant de la prime d'intermittence est porté, à compter de la rentrée scolaire 2005/2006, à 3 % du salaire annuel de base perçu au titre du contrat de travail intermittent pour les salariés ayant un an d'ancienneté dans l'entreprise, inscrits à l'effectif le jour du versement et dont la durée annuelle du contrat de travail est inférieure à 1 000 heures. »

Les autres dispositions du point 5 de l'article 7 demeurent inchangées.

## **Article 6**

### *Clause de rendez-vous*

Dans l'hypothèse où la décision serait prise d'élargir à la restauration collective le mécanisme de la réduction des cotisations patronales d'assurances sociales et d'allocations familiales sur les avantages nature nourriture, les parties conviennent de réunir une commission mixte dans les 3 mois de cette décision, pour étudier les modalités du remplacement du SMIC-RC par le SMIC de droit commun.

## **Article 7**

### *Dénonciation ou modification de l'avenant*

Le présent avenant, faisant partie intégrante de la convention collective nationale pour le personnel des entreprises de restauration de collectivités du 20 juin 1983, ne peut être dénoncé ou modifié qu'à condition d'observer les règles définies aux articles 2 et 3 de ladite convention collective nationale.

## **Article 8**

### *Entrée en vigueur et durée de l'avenant*

Le présent avenant, conclu pour une durée indéterminée, entre en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2005.

Les parties signataires conviennent que les accords d'entreprise ne pourront déroger aux dispositions du présent avenant. Les accords d'entreprise ne pourront que reprendre ou améliorer les présentes dispositions.

## **Article 9**

### *Extension de l'avenant*

Les parties signataires conviennent de demander au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement l'extension du présent avenant afin de le rendre applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 20 juin 1983.

Dispositions convenues lors de la commission mixte du 30 juin 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

SNRC ;  
SNERRS.

#### **Syndicats de salariés :**

FGTA-FO ;  
INOVA CFE-CGC.